*Election du 28 décembre 1885*

589 votants, 576 suffrages exprimés, 13 bulletins blancs.
267 abstentions.
Jules Grévy, 457 voix.
Brisson, 64.
De Freycinet, 14.
Anatole de La Forge, 10.
Le Roye, 6.
Dompierre d'Hornoy, 5.
Duclerc, 4.
Canrobert, 3.
Jules Ferry, 2.

Enfin MM. Floquet, général Billot, Léon Say, Campenon, Jules Simon, *Pasteur*, une voix, et M. Wilson (ironie du sort !) une voix aussi.

Nous venons de parler de l'élection de 1879. Se souvient-on du langage si digne que tint alors M. le maréchal de Mac-Mahon ? Nous ne connaissons pas encore le texte du discours que M. Jules Grévy adressera aux Chambres, mais nous doutons fort qu'il soit conçu dans des termes semblables à ceux de la lettre par laquelle le duc de Magenta annonça, au président du Conseil des ministres sa volonté formelle de se démettre de ses hautes fonctions.

Nous la reproduisons :

« Versailles, 29 janvier 1879.

» Monsieur le président,

» Dès l'ouverture de la session, le ministère vous a présenté des lois qui lui paraissaient, tout en donnant satisfaction à l'opinion, pouvoir être votées sans danger pour la sécurité et la bonne administration du pays.

» Faisant abstraction de toute idée personnelle, j'y avois donné mon approbation, car je ne sacrifiais ainsi aucun des principes auxquels ma conscience me prescrivait de rester fidèle.

» Aujourd'hui le ministère, croyant répondre à l'opinion de la majorité dans les deux Chambres, me propose, en ce qui concerne les grands commandements militaires, des mesures générales que je considère comme contraires aux intérêts de l'armée et par suite, à ceux du pays. Je ne puis y souscrire.

» En présence de ce refus, le ministère se retire. Tout autre ministère pris dans la majorité des Assemblées, m'imposerait les mêmes conditions.

» Je crois dès lors, devoir abréger la durée du mandat qui m'avait été confié par l'Assemblée nationale. Je donne ma démission de président de la République.

» En quittant le pouvoir, j'ai la consolation de penser que pendant les cinquante-trois années que j'ai consacrées au service de mon pays, soit comme soldat, soit comme citoyen, je n'ai jamais été guidé par d'autres sentiments que ceux de l'honneur et par un dévouement absolu à la patrie.

» Je vous invite, monsieur le président à communiquer à la Chambre ma démission.

» Veuillez agréer l'expression de ma haute considération.

» Maréchal DE MAC-MAHON,
» *Duc de Magenta.* »

Ce sera la quatrième fois que le Congrès se réunira, depuis que la Constitution du 25 février 1875 a déterminé les cas dans lesquels le Sénat et la Chambre des députés doivent se réunir. La haute Assemblée a tenu séance à Versailles les 30 janvier 1879 et 28 décembre 1885 pour procéder à l'élection du président de la République, les 19 juin 1879 et 4 août 1884 pour apporter des revisions partielles à la Constitution.

La salle du Congrès n'est autre que celle construite en 1875, dans l'aile gauche du palais de Versailles, du côté de la pièce d'eau des Suisses, pour la Chambre des députés, alors que le Sénat prit possession de la salle des séances de l'Assemblée nationale.

M. de Joly, l'architecte du Palais-Bourbon, chargé de la construction de cette salle, l'avait aménagée de telle sorte qu'il suffisait d'enlever quelques cloisons pour la rendre assez vaste pour contenir les membres des deux Chambres, en ajoutant seulement les bancs et les tables nécessaires.

Depuis le premier Congrès, les cloisons mobiles n'ont pas été remises en place et la salle est restée prête à recevoir l'Assemblée. Notons toutefois qu'elle ne contient que 866 sièges, chiffre égal à celui des membres des deux Chambres, avant les élections de 1885, alors que maintenant leur nombre s'élève à 884. Il manquerait donc 18 sièges.

Depuis quelques jours, on aménage la salle et ses dépendances, en prévision du Congrès prochain. Les ouvriers gaziers ont mis en état les compteurs, situés dans le sous-sol; les ouvriers tapissiers garnissent de tapis, la salle les couloirs et les différentes annexes, et meublent les salles de commissions et les cabinets des ministres, du président et des membres du bureau du Congrès. Reste encore à coller sur les armoires du vestiaire les étiquettes, indiquant les noms de ceux à qui elles sont destinées; puis à installer la buvette.

Voilà pour les aménagements intérieurs. Au dehors, on procède à la mise en état de la voie ferrée destinée à amener les sénateurs et députés en tramway, de la gare du Plessis au palais.

Cette voie, en effet, a été construite pour l'usage exclusif du Congrès, elle n'a pas été utilisée depuis la dernière réunion, la boue s'est amoncelée entre les pavés et les rails.

Des troupes supplémentaires seront envoyées à Versailles, pour assurer la sécurité du Congrès; elles sont, dès maintenant, désignées. On a préparé les casernements pour recevoir les troisièmes bataillons des régiments d'infanterie de ligne détachés à Paris avec deux bataillons seulement, et les régiments de cavalerie stationnés à Chartres, Rambouillet, Senlis, Compiègne, Meaux et Fontainebleau.

Le ministre de la marine a mis en outre à la disposition du ministre de la guerre trois bataillons de 500 hommes par le 1er régiment d'infanterie de marine.

Il semble donc, comme on le voit, que toutes les précautions préliminaires sont prises. Il ne reste plus à connaître que la décision de M. le président de la République.

# LA CRISE
## MINISTÉRIELLE & PRÉSIDENTIELLE

(*D'un correspondant particulier*)

Les ministres avaient été convoqués, hier soir, en conseil à l'Elysée, mais changeant subitement d'avis, M. Grévy fit contremander la réunion et pria M. Rouvier de se rendre auprès de lui.

*Paris* se dit en état de donner, sur cette entrevue, des détails précis :

« A six heures, M. Rouvier entrait à l'Elysée et avait avec M. le président de la République un entretien qui dura jusqu'à sept heures et demie.

« La discussion porta sur la question du Message. M. Grévy en exposa le sens général, mais il ne fut pas question de démission.

« M. Rouvier, nous assure-t-on, déclara au président de la République que dans ces conditions il ne croyait pas pouvoir donner lecture du Message aux Chambres.

« A la suite de cette entrevue, le conseil des ministres, convoqué pour ce matin, a été contremandé.

« Aucun groupe parlementaire ne s'est réuni ce matin à la Chambre.

On lit dans la *France* :

« La situation est donc la même qu'hier, avec cette circonstance aggravante que les choses sont bien moins avancées. On a prêté au président de la République l'intention de ne plus vouloir se retirer; on a dit qu'il allait adresser au Parlement non pas un Message, pour annoncer qu'il quittait le pouvoir, mais un Message pour faire connaître sa volonté de rester.

» Parmi les amis de l'Elysée que nous avons été voir ce matin, pour connaître les intentions de M. Grévy, les uns affirment que le président n'a point abandonné l'idée de concilier les groupes républicains et de former un nouveau cabinet; en d'autres termes, il ne donnerait pas sa démission. D'autres affirment que le président veut se retirer et qu'il se retirera, mais ils ajoutent qu'il agira *proprio motu* et qu'il ne cédera pas aux menaces, aux injures ou à une passion quelconque. »

La *Liberté* assure que les ministres se sont réunis dimanche matin, de dix à onze heures vingt minutes, en conseil, sous la présidence de M. Rouvier.

Le ministre des finances a rendu compte de l'entretien qu'il a eu, hier, avec M. Grévy.

Il a été décidé que M. Rouvier se rendrait cette après-midi à l'Elysée pour prier respectueusement M. le président de la République de prendre une résolution, soit en donnant suite à ses intentions de retraite, manifestées à plusieurs reprises tant à MM. Jules Ferry et Raynal qu'à M. Henry Maret, soit en constituant un autre cabinet.

M. Rouvier insistera sur la situation anormale qui est faite à ses collègues et à lui.

La *Liberté* croit savoir, en outre, que dans son entrevue avec l'ancien président du Conseil, M. Grévy a répété à M. Rouvier, que son intention était toujours de se retirer, mais qu'il ne voulait pas qu'on pût dire qu'il était chassé. Il ajouta que les nouvelles reçues des départements lui étaient favorables.

M. Grévy a dit, en outre, qu'il était regrettable qu'on précipitât autant les choses; qu'il fallait laisser l'apaisement faire son œuvre. D'une façon incidente, il pressentit M. Rouvier sur le point de savoir s'il ne consentirait pas à reconstituer son cabinet sur d'autres bases. Le président du conseil déclina catégoriquement cette offre et déclara que, dans la situation du Parlement, une solution s'imposait. C'est sur cette déclaration que l'entretien prit fin.

M. Grévy a vu M. Arago et d'autres personnages politiques. C'est à la suite de cette entrevue que le bruit de la formation d'un nouveau cabinet a été répandu.

Le *Temps* confirme que les ministres ont conféré ce matin, sous la présidence de M. Rouvier et ajoute qu'à l'issue de cette conférence M. Rouvier s'est rendu à l'Elysée, et a eu un entretien avec M. le président de la République.

M. Grévy a annoncé formellement à M. Rouvier qu'il avait résolu de donner sa démission et qu'il adresserait jeudi prochain son message aux présidents des Chambres.

Conformément à l'autorisation qu'il avait reçue de M. Grévy, M. Rouvier s'est rendu, à midi, chez M. Floquet pour l'informer des décisions du président de la République.

Selon toutes probabilités, on demandera à la Chambre de s'ajourner à jeudi pour recevoir communication du message de démission de M. Grévy.

Une proposition semblable sera sans doute faite au Sénat.

Paris, 27 novembre.

Les bureaux des gauches du Sénat se sont réunis pour délibérer sur les dernières communications faites par les bureaux des gauches de la Chambre des députés, touchant la convocation d'une réunion plénière. « Ils ont déclaré, dit le procès-verbal officiel, qu'en présence de la majorité qui s'était manifestée dans l'assemblée plénière tenue hier, il n'y avait pas lieu de proposer, à une nouvelle réunion, de revenir sur ce vote. »

En termes plus clairs, cela signifie que les gauches du Sénat sont résolues à ne tenir aucun compte des observations des gauches de la Chambre. Elles se réuniront, ainsi qu'elles l'ont décidé, à Versailles, dans la matinée qui précédera le Congrès. Elles inviteront à leur réunion tous les républicains de la Chambre, mais avec le ferme espoir que, seuls, les opportunistes s'y rendront. Ce sera une réunion plénière opportuniste, dans laquelle, la candidature de M. Jules Ferry sera unanimement acclamée. Cette manœuvre des partisans de M. Ferry exaspère au plus haut point les partisans de M. de Freycinet.

L'irritation est vive dans les deux camps. On en vient déjà aux gros mots, que sera-ce dans deux ou trois jours? Pour peu que cela continue, le Congrès nous en ménage de belles. Un sénateur de l'extrême-gauche résumait ainsi la situation : « On aura eu de la peine à arracher la demission de M. Grévy, mais on aura plus de mal encore à nommer et à installer son successeur. »

* *

Paris, 27 nov., 7 h. 52. — La Gauche Radicale a maintenu ses résolutions relativement à une réunion plénière à Paris, immédiatement après la lecture du message.

Elle a également décidé d'appuyer une proposition tendant à l'élection d'un président au scrutin public.

Paris, 27 novembre, 7 h. 52. — Avant de se rendre à l'Elysée, aujourd'hui, M. Rouvier aurait dit à un de ses amis qu'il ne porterait pas au Parlement le message qui serait un réquisitoire contre la Chambre : « Je ne porterai pas le message, a-t-il ajouté, avant que M. Grévy n'ait déclaré, d'une façon formelle, qu'il donnera sa démission.

M. Grévy avait reçu, dans la matinée, quelques amis fidèles; il avait eu, notamment, un long entretien, avec M. Arago, ambassadeur à Berne, mandé, en toute hâte, à Paris.

Que s'est-t-il passé dans son entrevue avec M. Grévy qui comptait sans doute sur des encouragements à sa résistance?

N'a-t-il, au contraire, obtenu que des conseils de prudence et de sagesse ? C'est probable. Ce qui est certain, c'est que M. Rouvier a trouvé le président bien moins résolu qu'hier.

Après avoir fait part de la résolution de ses collègues, il a ajouté : « M. le Président, l'heure est venu de prendre une résolution immédiate. »

M. Grévy, un peu décontenancé, a répondu : « mais n'allez pas casser les vitres et vous retirer immédiatement, ce serait très grave. »

« Nous y sommes absolument résolus » a répondu M. Rouvier.

C'est alors, qu'après de nouvelles hésitations, M. Grévy a fini par promettre formellement qu'il donnerait sa démission.

Mais il a ajouté : « Je n'adresserai que jeudi prochain mon message, au président des Chambres; vous pourrez aviser, officiellement, de ma décision, MM. Le Royer et Floquet. » C'est tout ce que M. Rouvier a pu obtenir du président.

Quant à savoir si le document promis pour jeudi sera un message de démission ou d'explications, les opinions sont partagées.

Beaucoup de députés pensent que M. Grévy n'a fait des promesses à M. Rouvier que pour gagner du temps.

D'ici jeudi, dit-on, il espère peut-être arriver à constituer un cabinet, dont quelques membres sont déjà connus et il ne serait pas impossible que la Chambre fût purement et simplement prorogée.

Comme on le voit, ce serait un véritable coup d'Etat.

Quoiqu'il en soit, si M. Grévy se retire, jeudi, ses atermoiements lui auront rapporté une jolie somme : cent mille francs, car nous serons alors en décembre et le mois entier lui est acquis.

Paris, 27 nov. 7 h. 52. — A sept heures, M. Rouvier s'est rendu auprès de MM. le Royer et Floquet, pour leur faire part de la résolution de M. Grévy. Il a été, de nouveau, mandé à l'Elysée.

Un député, qui en arrive, assure que le message serait le mardi, même demain, s'il était terminé.

En tout cas l'*Officiel* de demain publiera le décret de la réinstallation du cabinet Rouvier.

Paris, 27 nov., 10 h. 47. — Les bureaux des groupes républicains de la Chambre, se sont réunis, à cinq heures, au Palais-Bourbon. Ils ont été avisés d'une proposition qui serait faite demain à la Chambre de lui demander de s'ajourner à jeudi, à l'effet de recevoir une communication du président de la République, communication qui serait faite secrètement au Parlement, par l'intermédiaire du cabinet.

Si la nouvelle est exacte il s'agirait évidemment d'une lettre de démission, puisque, s'il s'agissait d'un message, le cabinet devrait en donner lecture. Mais, comme les bureaux des groupes n'avaient reçu, à ce sujet, aucune information officielle, toutes les hypothèses restaient, par suite, possibles.

Ils se sont ajournés à demain, sans prendre aucune résolution.

L'Extrême Gauche se réunira également, demain, avant la séance publique.

Paris, 27 novembre. 11 h. 36. — Les opportunistes ont renoncé au plan que nous avons exposé hier.

Par contre ils continuent de tenter à recruter des voix pour leur chef ; ils font force promesses aux radicaux.

* *

Paris, 28 novembre, 12 h. 30. — Les renseignements ont été contradictoires, pendant toute la soirée, mais ceux qu'il convient de considérer comme plus certains portent que le message sera envoyé aux Chambres, à la date primitivement fixée, c'est-à-dire jeudi. Le Congrès aurait donc lieu vendredi.

M. Rouvier ne serait pas retourné à l'Elysée, à sept heures, comme l'affirmait M. Proal, qui disait en arriver.

Le président de la Chambre et le président du Sénat auraient dit à M. Rouvier, qu'il serait bien préférable que M. Grévy, imitant Thiers et Mac-Mahon, se bornât à leur adresser une lettre de démission, sans message.

On doute que M. Grévy se rallie à cette opinion qui sera la base de la discussion. Demain, M. Rouvier se rendra de nouveau à l'Elysée.

En somme, tous ces atermoiments démontrent bien que les amis de M. Grévy, sinon lui, n'ont même pas encore abandonné leurs idées de résistance.

Le beau temps a mis dehors la plus grande partie de la population parisienne.

Dans les groupes de promeneurs on discutait beaucoup les événements actuels. Il nous a été donné d'entendre, de nombreuses fois, qu'on en avait assez de M. Grévy, qu'il fallait qu'il s'en aille, qu'un nouveau gouvernement arrive quoiqu'il soit, mais qu'on en finisse. La surexcitation est de plus en plus vive dans les quartiers ouvriers.

BELL.

# L'AGITATION RÉVOLUTIONNAIRE

Paris, 27 novembre.

L'agitation révolutionnaire continue. Ce soir deux meetings ont été tenus, l'un salle Favié, rue de Belleville, l'autre avenue Lowendall à Grenelle.

Dans la première de ces réunions, présidée par le citoyen Chabert, conseiller municipal, on a, absolument redit les théories émises, il y a quinze jours à la salle Levis.

3,000 personnes, au minimum, étaient présentes. Après une lettre de M. Déroulède expliquant que la ligue des patriotes veut, dans les circonstances actuelles, garder la neutralité la plus absolue — à condition toutefois que Grévy sorte immédiatement de l'Elysée et que Ferry n'y entre pas — est venu le citoyen Joffrin qui, comme à la salle Levis du reste, a conspué Rochefort, ajoutant : « Sa place est à St-Lazare, pas ailleurs. »

A Joffrin a succédé l'anarchiste Gouzien.

Les attaques du citoyen Gouzien ont plus porté sur la presse et les journalistes, tous vendus ou à vendre, que sur le capital et la bourgeoisie.

Avec le conseiller municipal de la Goutte-d'Or, Lavy a recommencé le procès de Rochefort, implorant la pitié de Trochu après l'avoir vilipendé, restant chez lui quand le peuple se faisait mitrailler, etc. Après le procès du rédacteur en chef de l'*Intransigeant*, celui du général Boulanger; *cris : A bas Boulanger !*

Un orateur qui n'a pas peu été hué, est le citoyen Malateau, qui est monté à la tribune avec un superbe manteau de fourrure.

Enfin la fête s'est terminée par les discours des anarchistes et socialistes Dumay, Tortellier et Allemane.

Chose digne de remarque, c'est la note, relativement calme, de ces discours. Aussi l'assemblée adopte-t-elle et sans protestation, l'ordre du jour suivant :

« Considérant que la crise gouvernementale est ouverte, mais qu'il n'y a là qu'une querelle de politiciens, le parti ouvrier-socialiste-révolutionnaire, réuni salle Favié, invite le peuple à se mettre en garde contre toute tentative de dictature militaire et à ne descendre dans la rue qu'au moment voulu, lequel ne peut tarder à venir. »

La réunion est levée à 5 h. 20, aux cris de : vive la révolution sociale, vive la Commune !

Pas d'autre incident.

Si la réunion de la salle Favié a été calme, il n'en a pas été de même de celle tenue, à la même heure, dans le quinzième arrondissement, au bal Européen.

La salle n'était pas pleine, tant s'en faut ; mais la qualité communarde des auditeurs supplée à leur quantité.

Un discours long, ennuyeux, mais violent a froid — spécialité du citoyen Vaillant, a servi d'introduction à la séance; puis est arrivé à la tribune l'enflammeur des réunions de ce genre, le citoyen Chauvière, dont l'allocution énergique a mis le feu aux poudres.

La salle, dès cet instant, chauffée à blanc a nourri ses salves d'applaudissements; et un ouvrier opportuniste, le nommé Poire, ayant osé venir à la tribune émettre quelques doutes sur la valeur des opinions de l'assemblée, s'est vu enlever la parole; il est vrai qu'un appel aux armes avait précédé sa tentative de discours.

L'agitation est à peine calmée que deux délégués de province, les citoyens Deloche (de Lyon) et Audibert (du Gard), viennent protester du dévouement de la province à la cause communarde et de son impatience à donner la main aux frères parisiens.

Un autre opportuniste demande la parole : « Citoyens, s'écrie-t-il, on vous parle toujours d'émancipation, de liberté, de souffrances, de barricades, de lutte pour la cause, et de mort glorieuse pour la République ! Malheureusement, si on en parle, on n'agit pas, ou du moins ceux qui agissent ce ne sont pas ceux qui prêchent l'action... ! »

L'assemblée n'en veut pas entendre davantage, on n'entend que des :

— A bas le Ferryste !... Qu'on lui colle ses vingt francs !... A bas le mouchard... ! à l'eau !

Le malheureux veut faire tête à l'orage, il n'y peut arriver ; et ce n'est qu'à la faveur d'une retraite prudente qu'il parvient à se dérober au mauvais parti qu'on veut lui faire.

Un dernier discours encore plus incendiaire que les premiers est prononcé par le citoyen Chauveau. L'assemblée adopte ensuite trois ordres du jour tendant : le premier à la constitution des comités d'action de quartier ; le second, proposé par le délégué du Gard, demandant la mise en communication des Comités de Paris avec ceux des départements, le troisième invitant tous les révolutionnaires à se tenir prêts à marcher.

C'est aux cris trois fois poussés de *Vive la Commune ! Nous sommes prêts !!!* que la réunion s'est séparée. On s'est donné rendez-vous aux barricades.

BELL.

# LE SECRET
## DE M. JULES GRÉVY

On lit dans le *Paris*, journal républicain :

Peut-être n'irons-nous pas encore à Versailles la semaine qui vient.

M. Grévy a répété, depuis huit jours, à tous les hommes politiques appelés à l'Elysée qu'il était résolu à donner sa démission ; mais promettre et tenir sont deux.

Il dit maintenant qu'il est le maître de s'en aller ou de rester.

S'il s'en va, il veut choisir son heure.

S'il reste c'est que cela lui aura plu.

Au fond, nous assistons à une course de lenteur entre le président de la République et les magistrats du parquet.

Si le président démissionnait tout de suite, la magistrature, qui se retiendra plus le respect non gratuit, mais, hélas ! obligatoire, qu'elle éprouve pour le chef de l'Etat, pourrait conclure, dans un certain sens, dans l'affaire Wilson ; et si au contraire, le président demeure tout puissant à l'Elysée, elle sera probablement tenue, par des convenances dont nous connaissons tout le pouvoir, d'ordonner le non lieu en faveur du plus embarassant des gendres.

Alors, M. Grévy ne veut point partir avant l'ordonnance !...

Alors, on ne veut point rendre l'ordonnance avant que soit donnée la démission !

Voilà comment la France est gouvernée pour le quart d'heure ! Nous n'avons plus un Elysée, palais national choisi pour la demeure du chef de l'exécutif, nous avons une espèce d'agence d'affaires ou un chef de contentieux, rompu à toutes les roueries basochiennes, déploie des merveilles d'habileté, dépense des trésors de finesse et de tenacité, pour tirer d'affaire un gredin, son parent.

Et ce même procureur, aux manches de lustrine, à la mine sournoise, se redresse aujourd'hui de toute sa hauteur et semble dire à ses visiteurs stupéfaits :

« Je suis le président. C'est moi qui nomme les magistrats. Je suis le dispensateur des fauteuils de juges, des sièges de conseillers et des retraites dorées de la Cour suprême.

» Je distribue l'hermine et les robes rouges, les galons d'argent et les galons d'or. C'est par moi qu'on acquiert le droit de juger ses concitoyens et de les condamner en premier comme en dernier ressort. Sur mon blason bourgeois la main de justice figure ; à la vérité, elle est tendue comme pour recevoir l'aumône au lieu d'être levée en signe de menace ; mais quel que soit son geste, elle est là pour vous dire que les tribunaux c'est mon domaine et que les magistrats c'est mon peuple... »

Voilà ce que paraît dire le président. Voilà son secret. N'en cherchez pas d'autre.

Il ne s'occupe pas du tout de son successeur qui sera, il le sait bien, un républicain, au moins aussi capable que lui-même de maintenir l'ordre — que nul, d'ailleurs, n'aspire à troubler : il ne songe pas davantage à protéger la France contre un danger venant de l'extérieur, car ce danger n'existe pas et l'armée allemande paraît croire qu'il y a pour défendre notre frontière des forces un peu plus redoutables qu'un président discrédité.

Il ne voit qu'une chose, il ne pense qu'à une chose : gagner du temps pour tirer d'affaires M. Wilson.

S'il s'en va, plus d'influence.

S'il reste, pas de poursuites.

Et tout un pays, assiste, immobile, muet, patient encore, à ce honteux marchandage.

CH. LAURENT.

# REVUE DE LA PRESSE

On ne sait plus si M. J. Grévy tiendra sa promesse et finira par démissionner. Son journal, la *Paix*, donne même une indication assez grave, en conseillant discrètement à son patron de recourir à la dissolution. Lisez plutôt :

« Les intransigeants et les quelques journaux, qui ont mené la campagne contre M. Grévy, en arrivent à leurs fins. La situation est devenue telle que M. le président de la République estime que sa dignité conforme avec son devoir, lui commande de se retirer. L'impossibilité où on l'a réduit de former un gouvernement ne lui permet pas de conserver la fonction dont le parti républicain l'avait investi.

» Cette série d'événements ne se serait pas produite SI L'UNE DES DEUX CHAMBRES N'AVAIT PAS OUBLIÉ SA MISSION CONSTITUTIONNELLE. Mais le Sénat était occupé infiniment moins de veiller aux intérêts généraux du pays que du prochain renouvellement partiel, et les sénateurs songeaient à leur réélection. Ils ont suivi avec affectation le courant; dès le premier moment de la crise, la Chambre haute s'est distinguée par son hostilité contre M. Grévy, faisant entendre qu'elle était résolue à compléter l'œuvre de la Chambre et à contribuer pour sa part à rendre irrémédiable la paralysie gouvernementale.

» En agissant ainsi, le Sénat a peut-être fait de la politique à court terme. En tout cas, il n'a pas fait de la politique à longue portée. Le Sénat ne s'en est pas avisé. Peut-être pourrait-il encore réparer sa faute. Mais le temps presse, et il faudrait qu'il trouvât immédiatement le moyen de faire connaître le revirement de ses sentiments, car bientôt il serait trop tard; la faute serait irréparable et les conséquences ne s'en feraient pas attendre. »

Le *Figaro* s'exprime en ces termes :

« Personne ne songeait à atteindre M. Grévy, quand le debat a commencé; peu à peu il a fallu l'y introduire, et les journaux qui ont le plus longtemps résisté, ont été obligés d'abandonner M. Grévy à son mauvais sort :

» Si l'ex-président a encore des amis, ils devraient lui conseiller de démissionner, avec le moins d'éclat possible, et de remplacer le message par une simple lettre... On voudrait épargner ce vieillard : qu'il ne force pas l'opinion à le poursuivre dans sa retraite ! — F. M. »

L'*Autorité* écrit, par la plume de M. P. de Cassagnac :

« Nous sommes au commencement de la fin. Nous marchons vers la solution, et nous y marchons à grands pas.

» La République, sans qu'il soit nécessaire de la jeter bas par la violence, s'affaisse et s'effondre.

» Il ne sera pas nécessaire de faire une révolution pour la détruire. Elle se charge elle-même de sa destruction.

» Et les événements graves, redoutables, que nous allons traverser bientôt, s'ajoutant aux écœurements et aux dégoûts de l'heure présente, achèveront de prouver au pays qui s'en doute déjà, que l'expérience républicaine est chose définitivement achevée, que l'épreuve est décisive et qu'il faut penser à un autre gouvernement si l'on veut essayer de remonter à la prospérité, à la sécurité, à l'honneur. »

Le *XIXe Siècle* dit d'autre part :

« M. Grévy a cependant épuisé tous les moyens de rester à l'Elysée. Il ne peut plus conserver aucun espoir de former un cabinet; il sait, à n'en pas douter, que le Sénat ne lui accorderait pas la dissolution. Toutes les manœuvres des actionnaires de la *Petite France* sont condamnées d'avance à un avortement misérable. Les décorés de M. Wilson ne peuvent plus rien.

» On aura beau inventer des candidatures effrayantes et tirer Croquemitaine de son armoire avec un grand sabre et de grands éperons, rien n'y fera. Il faut partir, et dès lors ce n'est pas la peine de prendre encore quatre jours de sursis. Une seule journée suffit. Voilà assez longtemps que cela dure, et nous avons autre chose à faire que de continuer à nous occuper, comme tout le monde le fait depuis si longtemps, des affaires de M. Grévy et de sa famille. »

Le *Gaulois* dit que ce qui se passe est la contre-partie du coup d'Etat du 2 décembre.

« Le parlement fait un coup d'Etat contre le président. Les Chambres apprennent aux conservateurs comment ils pourront se débarrasser du président de la République, en faisant la grève des ministres.

» Ce qu'il y a de plus malheureux, dit l'*Evénement*, c'est que nous faisons devant le monde, obsédé de l'incurable manie de s'occuper de nos affaires qui ne le regardent pas, la plus piteuse figure, placés entre un ministère qui a démissionné et un président qui démissionnera à Pâques... ou à la Trinité.

On a dit que M. J. Grévy ne restait que pour toucher un mois de plus. L'*Intransigeant* raconte, à ce sujet, une anecdote caractéristique :

« Elu le 30 janvier 1879. M. Grévy entra immédiatement en fonctions. Son premier soin ne fut pas — comme on pourrait le croire — de s'enquérir des besoins du peuple et des questions urgentes intéressants la nation. Ah ! bien oui ! Il demanda... le caissier, déclarant « qu'il tenait absolument » à toucher le traitement du mois de janvier auquel il avait droit (*sic*). Nous certifions l'exactitude absolue de ce renseignement. Du reste, les reçus qui figurent à la Cour des Comptes sont d'irréfutables témoignages.

» Or, le maréchal de Mac-Mahon quittant la présidence le 30 janvier, avait, lui aussi — et très régulièrement — touché son traitement du mois écoulé.

» La commission du budget fut donc avisée de cette... difficulté, et Gambetta, qui présidait alors la commission, intervint pour déclarer que le premier magistrat de la République ne pouvait pas être soupçonné « d'aimer l'argent »,

» On fit un virement *de fonds*, le *nouveau* président empocha les 100,000 fr. et le budget, comme un vulgaire dissipateur, entretint dans le même mois deux ménages présidentiels.

» Aujourd'hui, la situation est la même. Nous sommes à la fin de novembre et M. Grévy ne reste à l'Elysée que pour toucher le douzième de décembre.

» Voilà pourquoi le Message n'a pas encore été lu aux Chambres, qui l'attendent impatiemment, et qui l'attendront jusqu'au 1er décembre. »

G. GLANEY.

# NOUVELLES DU JOUR

### Le Kronprinz

San-Remo, 27 novembre. — Malgré le temps nuageux, le Kronprinz, qui continue à avoir l'air bien portant, a fait aujourd'hui une promenade de deux heures à Rivaligure.

### L'élection législative de l'Yonne

Auxerre, 27 novembre. — Voici le résultat de l'élection législative qui a eu lieu, aujourd'hui dans l'Yonne :

MM. Hervieu, extrême-gauche 30,674 Elu
Regnier, opportuniste 19,773

Il n'y avait pas de candidat de droite.

### Mesures de précaution à Versailles

Paris, 27 novembre. — De grandes précautions militaires sont prises pour assurer la sécurité du Congrès.

Des troupes étrangères à la ville seront amenées à Versailles. Des cantonnements, trois casernes ont été préparées pour recevoir de nouveaux soldats.

### L'état de santé du maréchal de Mac-Mahon

On lit dans la *Liberté* :

« On a fait circuler hier, dans la soirée, de mauvaises nouvelles sur la santé du maréchal de Mac-Mahon; nous avons envoyé, ce matin, un de nos reporters chez le duc de Magenta, qui habite rue de Bellechasse, n° 70.

» Il a été reçu par M. Patrice de Mac-Mahon, qui est rentré hier soir, à Paris, venant de Dinan, où il était allé passer quelques jours chez sa sœur, Mme la marquise de Piennes.

» C'est en arrivant rue de Bellechasse que le fils du maréchal apprit les nouvelles qui circulaient. Il se rendit d'abord au télégraphe, et comme les bureaux étaient fermés, il alla voir sa grand'mère, Mme la comtesse de Castries, qui l'engagea à attendre, disant que si le maréchal était malade, elle en aurait réellement été avertie.

» On sait que le maréchal est en ce moment au château de La Forêt, dans le Loiret.

» Ce matin, à la première heure, M. Patrice de Mac-Mahon télégraphiait à La Forêt et voici la dépêche qu'il a reçue à dix heures :

« Montereisson, 9 h. 25 matin.

» Maréchal se porte très bien.

» Duchesse de MAGENTA. »

### L'éducation politique du prince Guillaume

On télégraphie de Berlin, au *Temps*, que l'Empereur détirant que le prince Guillaume son petit-fils, soit initié aux affaires gouvernementales et administratives, il a été décidé que le prince travaillerait successivement avec M. de Scholz, ministre des finances, et avec M. de Pattkamer, ministre de l'intérieur.

### Le prince de Bismarck

Perlin, 27 novembre. — On avait dit que le prince de Bismarck était parti pour Friedrichsruhe et qu'il ne devait revenir à Berlin que dans les premiers de janvier. On en concluait que la situation politique n'avait jamais été plus rassurante.

Or, voici que plusieurs personnes assurent que le chancelier était hier à Berlin, alors que tout le monde le croyait à Friedrichsruhe.

Plusieurs journaux semi-officieux et officieux, entre autres la *Gazette de Cologne*, disent que « le prince de Bismarck a été reçu hier vers quatre heures, par l'empereur. »

Si j'en crois les bruits qui ont cours dans le monde bien renseigné, on serait à la veille de graves complications.

Toute l'attention du gouvernement allemand est concentrée sur ces deux points : ce qui se passe en France en ce moment, et l'attitude du tsar pour ou contre l'alliance avec l'Allemagne.

### Une lettre du général Caffarel

Le général Caffarel a adressé la lettre suivante au président de la commission d'enquête :

« Paris, 26 novembre 1887.

» Monsieur le président,

» Je lis à l'instant dans les journaux de ce matin la déposition de M. le général Ferron devant la commission d'enquête. Je laisse de côté les appréciations de M. le ministre sur ma valeur personnelle. Si la commission d'enquête avait à la juger, je demanderais simplement qu'on lui apportat mon dossier.

» Mais M. le ministre a dit qu'il avait la « conviction d'un lien entre l'affaire Aubanel et l'affaire Caffarel. »

Il a dit aussi (journal le *Matin* du 26 novembre) : J'ai appris depuis « que le général Caffarel avait tenté de vendre certaines notes au génie belge ». Je ne puis rester sous le coup d'une pareille accusation

» Je vous supplie de m'entendre à nouveau, de me confronter, si vous le jugez convenable, avec M. le ministre de la guerre. On a pu m'enlever ma croix d'honneur, mais on n'arrachera jamais de mon cœur l'amour de mon pays. Vous comprendrez mon indignation en face d'une accusation de trahison.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

» Général CAFFAREL ».

### L'enquête judiciaire

On lit dans le *Temps* :

« Dans l'après-midi de samedi, MM. Gragnon et Wilson ont été entendus par M. Horteloup, conseiller à la cour d'appel; le premier a renouvelé au magistrat

---

FEUILLETON DU 29 NOVEMBRE. — 79

LE
# SECRET DU SQUELETTE

PAR GEORGES PRADEL

## SECONDE PARTIE
## L'AMOUR D'UNE ESPIONNE

### VIII

#### Un nouveau tour de la baronne

Le visage de Mme de Yunka se transforma subitement. Il devint rayonnant.

— Ah ! c'est gentil de sa part !... Alors je retire le mot « ours » et je le lui dirai ; car, comme vous n'avez rien de caché pour votre Pylade, je suis bien certaine que vous lui avez montré mon billet.

Lafressange se garda bien de répondre. Il avait offert son bras à la baronne et il demandait au maître d'hôtel qui s'avançait pour les recevoir, aux premières marches du petit escalier.

— Quel est le numéro du cabinet ?...

Au mot de « cabinet, » Mme de Yunka se récria, entrant dans une fureur noire.

— Un cabinet ! fit-elle, vous avez demandé un cabinet !... Moi qui les ai en horreur !.... Mais vous n'avez donc pas lu ma lettre. Mais c'est dans la salle commune que je veux dîner..... et pas ailleurs ?..... Un cabinet !..... Mais j'y étoufferais !... Je m'y ennuyerais à à périr !... Vous me prenez donc pour une cocotte.

Il ne vint pas à l'idée du jeune homme de répondre à son irascible amie, que bien des fois déjà, elle avait dîné avec lui, soit en tête-à-tête, soit dans la compagnie de Flavien Mauroy, en cabinet particulier.

Docile, et sans chercher la cause de ce changement d'humeur, il décommandait le cabinet en donnant ordre au maître d'hôtel. de lui retenir une table du fond.

— C'est cela, dit la baronne, visiblement satisfaite, vous êtes l'être le plus aimable de la terre, une table du fond, nous y serons parfaitement bien.

Et reprenant le bras de Lafressange, qu'elle avait quitté pour un instant, elle pénétra dans la grande salle du rez-de-chaussée.

L'un des garçons reçut des mains du jeune homme une superbe pelisse de loutre et la baronne se montra dans une toilette très élégante, mais d'une simplicité exquise.

La description n'en comporte qu'une ligne. Mme de Yunka portait une robe de velours noir. Mais cette robe moulait admirablement sa taille, ses épaules, et les rondeurs exquises de sa poitrine.

De gros diamants aux oreilles... et une seule pierre comme broche, mais une pierre incomparable.

Ainsi mise, avec les grosses torsades de ses cheveux noirs roulées, les bandeaux légèrement ondulés, la charmeuse était irrésistible.

— Diavolo ! se dit Mauroy, en la saluant, et en venant prendre place à la table où elle était déjà assise, tenons-nous bien, il paraît que l'on a des intentions, car on a sorti le grand jeu...

Mme de Yunka l'apercevant lui tendait la main de la façon la plus gracieuse... Oh ! toutes les amabilités de son arsenal, elles les lui décochait à brûle-pourpoint.

Un peu trop peut-être, car Flavien se tenait sur la défensive... ces phrases emmielées ne lui disaient rien qui vaille.

Mme de Yunka s'était assise dans le coin du divan du fond, Flavien avait pris place à sa droite, Léo à sa gauche, tous trois faisaient donc face à la porte d'entrée.

La baronne s'occupait du menu, qu'elle rodonnait, en prenant les avis de Flavien. Elle était quelque peu gourmande, et c'était là, nous le savons, le moindre de ses vices.

Nous avons rappelé à diverses reprises que Mauroy était des plus distraits et de plus qu'il avait la vue très courte.

Il n'attachait donc aucune importance aux allées et aux venues des dîneurs.